

L'IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT

Avril 2007. Dans l'avion d'Air France qui enfourne ses passagers pour Antananarivo, un groupe se distingue des touristes habituels. Ils parlent anglais, ce qui n'est pas si fréquent sur cette destination très majoritairement francophone – les confettis de l'empire... Ils sont manifestement âgés, pour la plupart l'âge de la retraite est loin derrière eux, mais ils n'en sont pas moins encombrés d'ordinateurs portables, de livres et de rapports, avec l'air important qu'ont ceux qui ont vraiment quelque chose à faire. Sans doute, mais quoi ? Quelques heures plus tard, je l'apprendrai de la bouche de ma voisine. Elle fut professeur de français, elle continue une petite activité de bibliothécaire et, surtout, elle se consacre au développement – à l'aide. Ce voyage, le premier qui l'emmène au-delà de l'équateur, est l'aboutissement d'un projet qui conduit trente Britanniques et Américains comme elle, retraités comme elle, à aider ceux qui ont besoin d'eux. Les Malgaches, parmi les vingt pays les plus pauvres du monde sur la liste du PNUD, sont une cible toute désignée – « là-bas ils n'ont vraiment rien vous savez, vraiment rien ! » Je sais, ou je dois savoir ; j'y vais chaque mois, depuis deux ans. J'ai la prudence de n'en rien dire. Ma voisine m'informe. Elles, ils, ont donc appris par Internet à cultiver le riz. Ils ont suivi des cours, lu des rapports, écrit une méthode. Et ils vont à Madagascar, quelque part au nord de Fianarantsoa, aider ces pauvres Malgaches à améliorer la culture du riz. A quoi servirait-il de lui faire observer que les Malgaches produisent depuis quelques siècles l'un des meilleurs riz du monde, que l'obscurantisme gouvernemental des années 1960-70, faisant de Madagascar l'élève de... la Corée du Nord en matière économique, explique seul pourquoi l'île doit certaines années importer du riz d'Inde ou du Pakistan - à quoi bon ? Le démon du bien qui habite cette brave grosse femme, la certitude obscène de sa supériorité sur les peuples à

développer, l'obsession malade de faire d'eux « les mêmes », c'est-à-dire de les réduire à la servitude du salariat et de la consommation qui a fait d'elle ce qu'elle est, ferment toute capacité d'étonnement, de remise en cause ou d'interrogation. Elle descend à l'hôtel Colbert, pendant deux jours, avant de partir aider. Elle va dépenser en toute bonne conscience le revenu annuel d'un Malgache, chaque jour. Mais qu'est-ce qui compte, qu'est-ce qui importe, sinon la bonne conscience de l'Occident ?

Le développement est d'abord cette **idéologie totalitaire** qui veut que plus rien n'échappe à l'emprise des techniques et des mœurs d'origine occidentales. Il accroît la confusion politique régnante, surtout quand il dérive vers le devoir d'ingérence, moyen de toutes les irresponsabilités, et poudrière manifeste. Il prend la forme d'une croyance aveugle, inquestionnée, irrésistible, dans les vertus de la croissance sans limites, puisqu'il résume le bien tel que l'homme moderne peut le concevoir ; inciter les autres à le rejoindre dans ses certitudes, son confort moral, son assurance de détenir *le Bon, le Bien et le Vrai*. Il sert en profondeur l'objectif par lequel le libéralisme se retourne contre lui-même : réduire toutes les différences de manière à ce que tous participent au même mouvement universel du progrès. Et le prétexte du développement est mis à profit pour réaliser un alignement tel que même les missionnaires et les colons n'en rêvaient pas, puisqu'il passe par le levier le plus intime et le plus puissant à la fois : le désir. Il s'agit qu'ils rêvent de ce que nous avons, de ce que nous vivons, qu'ils rêvent de devenir comme nous. Il s'agit de faire d'eux « les mêmes », il s'agit que nous n'ayons plus que du même devant nous, pour conjurer définitivement l'histoire, la géographie et l'origine, et il s'agit d'achever l'histoire humaine, celle de l'écart, celle de la diversité, celle des singularités, celle de l'adversité aussi. La panique devant l'autre, le différent, l'irréductible, s'exprime dans l'obsession du développement telle qu'elle balaie les savoirs anciens du respect, de la distance, de la modération. Espoir moderne sans doute, achèvement surtout du projet libéral, qui consiste à libérer l'individu de toute détermination, celle de l'origine comme celle de la terre ou de l'histoire, pour faire de lui l'homme de ses choix, et qui suppose des perspectives d'enrichissement, d'activité et de consommation ouvertes partout et pour tous. Espoir vital, surtout, que celui de la conquête permanente de nouveaux clients, de nouvelles

ressources et de nouveaux espaces au commerce, à la grande entreprise, à ses actionnaires, ses financiers et ses banquiers, condition de cette croissance infinie à laquelle semblent suspendues nos démocraties, la paix, et même, la condition de l'homme moderne...

L'économie

Parmi les trois sources actuelles du développement, que sont l'économie, la démocratie et le marché, c'est l'économie qu'il faut considérer en premier. Combien de livres, de thèses et d'articles sur l'économie du développement ! Depuis les années 1960, depuis la diffusion mondiale des images des grandes famines indiennes, depuis l'extension inouïe de la statistique et des comptes, qui prétendent assurer la base de comparaisons pertinentes d'à peu près tout, et d'abord des nations, des civilisations et des politiques, depuis la diffusion universelle des images du mode de vie occidental, trois événements traversent la conscience individuelle et imprègnent les attitudes et les préférences collectives :

- *le refus de la fatalité*. Ce qui se passe en un quelconque point du globe nous concerne tous, appelle la suite et nous enjoint d'agir. Depuis le déferlement d'images qui rend universel le spectacle du monde, la distance géographique, culturelle, humaine, politique, est tenue pour rien. A la compassion distante, nécessairement distante, de ceux qui savaient vivre dans des univers séparés, a succédé l'impatience de ceux qui croient vivre dans un monde unique une humanité unique, et qui demandent « comment est-ce possible ? ». Voilà qui explique l'incroyable succès des campagnes de dons lancées par les ONG quand le tsunami ravage les côtes d'Asie du sud-est, au point d'encombrer les entrepôts, de saturer les docks et d'excéder de loin les capacités de distribution. Mais qu'importe ! Voilà aussi qui explique le caractère insupportable du refus de la junte birmane d'ouvrir ses ports et aéroports aux croisés de l'aide d'urgence au printemps 2008 ; Birmans ou pas, leur peine est la nôtre, et nous voulons que rien ne les sépare. Nulle part, le destin, la fatalité ou la chance ne sont plus acceptables pour justifier la misère, le malheur et le drame. Nous pouvons agir, et ce pouvoir nous en donne le devoir.

- *l'obsession économique*. Elle s'appelait ailleurs, il y a très

longtemps, le matérialisme... La capacité des chiffres, des statistiques, des taux et des prix à dire tout ce qui compte, à permettre la mesure et la comparaison de tout ce qui mérite d'être comparé et pris en compte, n'est plus mise en doute, ou à peine. Le bonheur a un prix : 10 000 dollars de revenu annuel par tête. La réduction de la situation d'une population, d'un Etat ou d'un continent, à un PIB, un revenu disponible par personne ou un taux de croissance annuel, ne pose plus question. Qui oserait encore vanter la joie de vivre des Africains, la résignation des Hindous, parler de « l'invincible sommeil de l'Islam » (Malraux) ou de la culture amoureuse des Iles sous le vent (Bougainville parmi tant d'autres) ? Un regard au PIB, au revenu moyen et à leur taux de croissance, balaie les sottises sentimentales, passéistes ou colonialistes. Il est entendu que nul ne peut vivre s'il ne vit pas comme nous – à notre niveau de revenu, de consommation, de production et de croissance. Si l'humanité doit être une, comment leur refuser ce dont nous sommes si fiers ? L'auto-suffisance des développeurs est à la hauteur de leur prétention à détenir le monopole de l'universel.

- **la certitude technique.** Nous savons ! Et nous savons que nous savons. Cette science produit cette capacité à agir qui sillonne le monde de consultants, d'organisations au service du développement, d'experts et de financiers, tous au service de cette croisade moderne ; aider au développement de ceux qui ne savent pas, qui ne peuvent pas, qui n'ont pas les moyens. Car nous les avons. Les débats sempiternels sur les montants souhaités de l'aide publique au développement disparaissent à mesure que certains des pays à développer se révèlent des concurrents directs, à mesure surtout que l'abondance financière et le surplus de compétences donne à l'initiative privée des capacités inédites. La question se déplace donc ; aider, c'est moins donner qu'assurer les conditions favorables à l'initiative privée ; droit de propriété, sécurité des investissements, libre mouvement des capitaux, convertibilité des monnaies, infrastructures de marché (création de Bourses) en sont les prérequis. Et ce n'est pas un hasard si la Banque mondiale a réorienté massivement son action vers l'extension des principes dits « de bonne gouvernance » ; il s'agit moins de financer que de mettre les récipiendaires en situation de recevoir les capitaux privés et de les laisser prospérer.

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes... sauf que l'économie du développement est tout sauf un succès humain ; sauf que le succès du développement d'un pays est à peu près exactement inverse au montant des aides qui lui sont déversées. Les statistiques établies sur un demi-siècle sont sans appel à ce sujet. Les pays qui ont réussi leur développement l'ont réussi contre l'aide et les aidants, contre les institutions internationales, en comptant sur leurs propres forces, en protégeant leurs singularités utiles, et en organisant sans mollesse la primauté du politique sur l'économie. Et ils ont réussi contre l'idéologie du développement universaliste, le plus souvent en inscrivant le développement économique parmi les moyens de l'accession à la puissance et à la reconnaissance internationale. De sorte que la meilleure aide est souvent de ne pas en donner. De sorte que la demande pathétique de certains pays africains : « ce n'est pas de l'aide que nous voulons, c'est du commerce, de l'investissement, de l'activité » résonne dans l'esprit de tous les experts. Donner ne sert à rien sinon à fabriquer une clientèle d'intermédiaires complices, et à financer le petit nombre des entreprises (à l'échelle mondiale) qui ont accès aux grands contrats ; sinon, surtout, à justifier le confort d'une bureaucratie internationale inflationniste (celle des experts, consultants et contractants des organismes internationaux, des ONG et des Fondations), dont le nombre et le revenu semblent inversement proportionnels aux résultats qu'ils obtiennent. Dans le livre essentiel *The white man's burden*, l'ancien dirigeant de la Banque mondiale, William Easterly, l'établit sans recours : l'aide détruit.

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si l'entrée de la totalité de la population mondiale dans le régime de la croissance indéfinie était possible. Rien n'est moins acquis ; l'inverse acquiert une évidence auquel les plus obtus défenseurs de la croissance indéfinie ne peuvent rester aveugles. Il n'y a pas de place sur cette planète pour neuf milliards d'êtres humains dotés, à chiffres et consommations constantes, de 20 000 dollars de revenu annuel. Si chacun des êtres humains devait atteindre le niveau de vie du Californien moyen, neuf planètes n'y suffiraient pas. La seule perspective de voir l'Inde et la Chine dotées d'une classe moyenne d'environ la moitié de leur population suffit à faire disparaître certaines ressources, exercer une pression ingérable sur

d'autres (le bois), à dégrader de manière irréversible certains éléments fondamentaux de la vie. La situation est simple : plus le développement fait entrer dans la course à la consommation et à la production des pans de l'humanité qui en étaient exempts, plus le développement nous rapproche de l'explosion des raretés. ***Non seulement nos prétentions au développement économique mondial ne sont pas réalistes, mais leur succès causerait notre perte.*** C'est le premier paradoxe du développement économique actuel ; il conduit dans le mur à grande vitesse et, plus encore, il supprime de son mouvement même tout ce qui permettait d'éviter le mur, qui se nommait diversité, séparation, éloignement, confinement.

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si l'aspiration à la croissance et l'espoir du développement habitaient ensemble tous les hommes qui simplement ne pouvaient pas. C'est le credo des institutions, c'est la religion séculière à laquelle tout occidental est tenu de sacrifier : s'ils ne se développent pas, c'est qu'ils n'ont pas eu la grâce, à nous de la leur apporter. La réalité est probablement et souvent l'inverse : ce n'est pas qu'ils ne savent pas, ou qu'ils ne peuvent pas, c'est qu'ils ne veulent pas. Les nomades mongols, dûment interrogés par des représentants d'associations, les sidèrent en répondant « nous n'avons besoin de rien ». Et l'on connaît le premier geste des tribus isolées, qui est de plaindre et de combler d'attention les malheureux Blancs, si mal adaptés à leur environnement, alors qu'eux-mêmes s'estiment comblés par la nature ou par leurs dieux protecteurs ! Les tribus indiennes que rencontrent Clarke et Lewis, missionnés par le Président Jefferson pour effectuer la première traversée de l'Amérique du nord, d'est en ouest, apprendront vite à leurs hôtes de passage à profiter d'un art de vivre, de se réjouir et de prendre du plaisir, qui exclut l'accumulation, la propriété et le travail autre que de survie ; le voyageur d'aujourd'hui qui a la chance fragile de pénétrer dans les derniers univers protégés de l'obligation économique apprend vite que ces sociétés ne se développent pas par inconscience ou incapacité, mais par choix ; elles se sont choisi d'autres priorités, et d'abord celles de la stabilité et de l'harmonie. La barbarie du développement réside là : dans l'importation forcée d'un modèle contraignant, extérieur, et rien moins que choisi par les populations auxquelles il est appliqué sans qu'elles

aient rien à dire à son sujet. Rien d'exotique ou d'extraordinaire dans ces choix, rien de barbare, mais l'équivalent contemporain de la situation observée (et déplorée) par tous les historiens du travail dans l'Europe des années 1800 ; l'assujettissement au travail des exilés des campagnes fut une longue et rude épreuve, tant les premiers ouvriers, payés à la tâche, trouvaient normal de cesser de travailler dès qu'ils avaient assuré la nourriture du jour, d'abandonner l'atelier ou l'usine dès qu'une semaine ou deux de beau temps, une relation amoureuse ou une envie d'aventure leur donnaient envie de vivre. Il faut mesurer le gigantesque déplacement moral que signifie le *discours du travail* (repris par les autorités françaises, sans crainte du ridicule quand ils habillent de philosophie le diktat du travail), l'obligation du salariat, le ficelage de la protection sociale. Le formatage minutieux, qui assujettit à leur niveau de vie, à la consommation et au salaire les millions de salariés d'aujourd'hui, est à sa manière une sortie de l'humanité prodigieuse, qui a demandé des systèmes de pouvoir et d'éducation, des dispositifs de tromperie sur soi et sur la vie, d'une exceptionnelle efficacité comme d'une sauvagerie sans beaucoup d'équivalents.

Voilà ce qu'il ne faut pas voir, jamais révéler ni interroger, pour que l'idéologie demeure ce qu'elle est : un substitut au réel. ***En réalité, le développement est la condition de survie de l'Occident***, de la continuation de ce déséquilibre permanent qu'est la quête du mieux par le plus. L'aspiration vers l'avenir qui commande la course de tous contre le temps, contre les autres et contre eux-mêmes, a pour modalité vitale la participation d'un nombre sans cesse accru de participants. L'arrêter un instant, et le système s'effondre. Le ralentir même, et le malheur le submerge en même temps que la conscience de son inutilité. La lucidité le tuerait, le recul l'accable, l'heureuse inconscience dans laquelle la proclamation du devoir moral de l'aide et du développement le maintient et le comble, pour combien de temps ?

La démocratie

Pour la première fois sans doute dans l'histoire un régime politique semble réaliser le consensus ; ceux qui vivent en démocratie mettent fin à tout espoir d'un régime meilleur, ceux qui vivent dans des régimes différents semblent eux aussi promis à participer bientôt à cette

démocratie planétaire qui paraît assurée. Un indice ne trompe pas : même certains des régimes qui nous paraissent le plus différent, le plus autoritaire ou violent, prétendent se parer de certains des attributs de la démocratie, certains assurant qu'ils réalisent de fait la vraie démocratie ou bien qu'ils représentent l'état possible de la démocratie, les plus modestes ou les plus malins assurant qu'ils sont la voie possible, la seule, l'indispensable, d'une transition qui prendra, au choix, quelques années ou quelques décennies. Et les uns et les autres d'établir immanquablement leur pouvoir sur l'élection, même si 100 % des votants doivent voter dans le même sens... En somme, la démocratie est l'achèvement de toute évolution politique, au-delà de laquelle plus rien n'est concevable. Personne ne saurait se mettre en travers de l'avancée vers la démocratie ; d'ailleurs, les Etats-Unis affirment leur capacité à mettre hors-la-loi tous ceux qui s'opposeraient à un tel progrès – de manière certes sélective ; les dirigeants du Zimbabwe, complices de Mugabe, sont l'objet de sanctions épargnées aux dirigeants d'Arabie Saoudite ou de l'Azerbaïdjan, chacun devine pourquoi. En même temps, ceux qui caricaturent la démocratie indiquent l'une de ses faiblesses majeures : la réduction au formalisme de l'élection, de la représentation, de l'Assemblée, ne dit rien de la situation effective de la détermination par le peuple de ce qui le concerne, ou si peu, ou si mal ! C'était le système de l'autonomie, de l'autodétermination par les citoyens de ce qui les concernait, c'est le système de la conformité, des normes, des règles et des procédures savamment établies pour éviter aux citoyens de se mêler de ce qui les concerne : de l'essentiel. Maints régimes, dits démocratiques, attachent la plus grande attention à éviter que la majorité puisse influencer les choix économiques et sociaux dans un sens contraire à la croissance illimitée ; l'exemple des Etats-Unis, où 80 % des élections depuis dix ans ont été gagnées par le candidat disposant du plus gros budget de campagne, tandis que les deux tiers des citoyens plus pauvres n'ont jamais voté depuis dix ans, est significatif d'un modèle qui tend sans cesse vers la démocratie censitaire. Que dire d'une Europe qui se fait la spécialité de contourner le vote, de l'éviter, ou d'inviter avec impudeur ceux qui ont mal voté à retourner aux urnes jusqu'à ce qu'ils aient fait le bon choix ? Et ce n'est pas le moindre des pièges de ce colonialisme démocratique que de prendre la proie pour l'ombre, la forme électorale pour la réalité du consentement et de la participation, et

de juger que la forme emporte le fond.

Voilà un chemin tout tracé au développement politique celui-là, que cette participation élargie au bien universel. Qu'elle emploie tous les moyens, ceux des organisations non gouvernementales, comme peuvent l'être les grandes ONG nord-américaines, comme le sont tout aussi bien les ONG adeptes du devoir d'ingérence, celles qui diffusent l'idéologie libérale, ceux des institutions internationales (organisation, surveillance des opérations de vote, et jusqu'au Tribunal Pénal International), voire ceux des armées, importe peu en l'occurrence aux Croisés du Bien. La religion du développement affirme que les deux sont indissociables. Les conséquences morales de la croissance, et de l'abondance, assurent le triomphe durable de la démocratie ; l'établissement de la démocratie doit assurer les conditions pérennes de la croissance économique et de l'abondance pour le plus grand nombre. Capitalisme et démocratie marchent main dans la main, jamais avarés de services mutuels et de recours aimables. Les facilités du recours à l'universel, un universel exclusif, impérial et autoritaire, d'autant plus qu'il est plus directement daté et caractérisé, ne sont pas épargnées. Leur principe est tombé tout armé de la bouche de Jupiter – la Déclaration des Droits américaine, la Déclaration française des Droits de l'homme, la Déclaration universelle des Droits de l'homme sous l'égide de l'ONU. Peu importe que la Déclaration française ait préludé à la Terreur, à l'extermination des Chouans – près d'un demi million de Français tués pour leur Dieu et leur roi, au nom justement de la liberté et du bonheur – peu importe que la Déclaration américaine se soit fort bien accommodée de l'esclavage, ait ignoré les femmes – un Américain sur deux ! – et ait accompagnée le génocide indien, au nom justement de ses principes et de la conformité à la loi, comme l'analyse si bien Tocqueville – puisqu'ils ignoraient la propriété, puisqu'ils méprisaient le droit écrit, puisqu'ils étaient rebelles au contrat et au commerce, qu'ils meurent ! – ; peu importe aussi que la Déclaration de l'ONU sur les droits universels ait été contresignée par des pays où la notion même d'individu, a fortiori celle de liberté individuelle, n'existe pas parce que sans mots pour la dire et sans histoire pour la porter, l'important est le récit qui fait des unes et des autres un article de foi – les œuvres et les faits doivent s'effacer derrière le principe.

Les Droits de l'homme, droits fondamentaux de l'être humain, ne sont pas en cause, mais bien leur développement actuel, celui qui ajoute sans cesse des droits aux droits, celui qui donne à tout individu des chèques en blanc sur la société qui le porte et sans laquelle il n'est rien. C'est celui d'une machine de guerre prodigieuse, qui a jeté bas la dictature communiste, et qui poursuit son cours au point de menacer la démocratie, c'est-à-dire l'autonomie conférée par le principe majoritaire, en déniaut à la majorité de citoyens assemblés, instruits, discutant et disputant, de décider de ce qui les regarde et de faire appliquer leur décision sur leur territoire et auprès des leurs – le respect de leur décision déterminant par ailleurs l'appartenance à leur communauté et les droits qui y sont attachés. Les Droits de l'homme sont sortis de leur lit, en devenant les droits de l'individu absolu, en déployant la censure minutieuse de toute opinion, de tout débat et même de tout mot qui les mettrait en question. Ils se retournent contre la démocratie elle-même. Elle les a nourris. Ils y ont pris racine, ils en ont tiré les conditions de leur mise en œuvre, et les Droits ne seraient rien, ou si peu, sans elle. Et voilà que leur application, formaliste et procédurière, peut paralyser la dynamique majoritaire, et rendre sans objet la capacité d'une nation, et du peuple qui la forme, à décider pour eux-mêmes de ce qui les concerne.

Quand le principe est appliqué à des sociétés extérieures à l'Occident, ignorantes de la démocratie municipale d'Athènes comme des douloureuses élaborations qui séparent le monde de la croyance et celui de la Cité, il a les couleurs d'une agression, l'apparence d'un progrès, la réalité d'une liquidation. Car c'est bien de liquidation qu'il s'agit ; au nom de la démocratie, du multipartisme, de l'élection et du débat, des régimes millénaires, des organisations élaborées, sont passées aux pertes et profits de l'histoire, tandis que par millions, hommes et femmes se trouvent appauvris de ce qui faisait leur richesse unique : l'estime de soi, la certitude de leur identité, et l'honneur de servir un projet. L'extension de la démocratie des Droits de l'individu absolu comme condition de l'alignement économiste signifie la capacité illimitée de tout individu à se retourner contre la collectivité qui le porte et qui le sert, la faculté permanente de dénoncer toute appartenance et tout lien, comme n'importe quel contrat, à prix donné. Concrètement, elle emporte la liquidation de toutes les formes de construction collective, de conscience

et d'estime de soi, d'identité et de singularité, au profit de la banalisation du consommateur dévorant et du producteur concurrent, pour qui l'envie remplace la délibération, et le marché le vote. C'est ici que le projet libéral longtemps confondu avec la démocratie se retourne contre elle. C'est ici que ce qui est vendu ou imposé au monde ne mérite plus le beau nom de démocratie, mais celui de société de marché, et c'est ici que l'économisme du marchand et du banquier reprend ses droits absolus et exclusifs, ceux qu'il revendique sur un monde soumis, ceux de la petite guerre qu'il mène contre toute société d'hommes libres, au nom de l'enchaînement sournois de la convoitise, de la marge et du petit bénéfice.

Mais quels trésors détruits au nom d'un modèle circonstancié, daté et par ailleurs si diversement interprété qu'il en devient méconnaissable, non dans ses principes mais dans sa réalité ! L'imposition universelle de la démocratie telle qu'elle marche main dans la main avec l'idéologie du développement pose trois questions auxquelles tôt ou tard il sera impossible de se dérober :

- la liquidation de régimes, de systèmes, de dispositifs politiques dont certains remontent à des millénaires, dont d'autres ont rassemblé des parties significatives de l'humanité, et dont certains ont tout simplement assuré la sûreté et l'estime de soi à des générations et des générations d'hommes et de femmes. L'absence d'intérêt, de respect, de recul par rapport aux formes diverses dont les hommes ont habillé leurs relations de pouvoir, leurs conflits, leur accord, est une triste caractéristique de l'esprit moderne. Combien d'expériences, de combinaisons uniques, de dispositifs affinés par les ans, sont balayés sans attention, sans savoir et sans respect, au nom d'une conformité parachutée de l'extérieur, avec la violence et l'inconséquence d'une invasion qui ne dit pas son nom ?

- si les Chinois rappellent à tout propos que *la couleur du chat importe peu pourvu qu'il attrape des souris*, c'est peu de dire que la substitution de la conformité à un modèle abstrait, ici ou là sans aucune signification concrète, par rapport à l'évolution des dispositifs politiques issus de l'histoire et des singularités, se déroule sans aucune attention aux effets respectifs des différents systèmes. Tout se passe comme si un modèle disposait de manière exclusive de vertus universelles, de telle sorte qu'il mérite d'être substitué sans un regard à tous les autres – sans

un regard notamment pour les résultats. La politique, c'est la vie des gens ; et les comparaisons, d'aujourd'hui ou de toujours, sont loin de conclure à la supériorité d'un régime par rapport à tout autre. Qui a approché la vie quotidienne des Américains de la petite classe moyenne aurait beaucoup à dire à ce sujet. Le propre de l'idéologie des Droits de l'homme est de récuser toute critique externe, et toute comparaison historique ou géographique. Rien ne saurait demeurer extérieur ; un totalitarisme qui ne veut pas dire son nom ressuscite sous forme bénigne le propre de tous les empires : l'exclusivisme de l'universel.

- le préalable à l'établissement de la démocratie, là où aucune expérience historique et aucune racine idéologique ne viennent la préparer, c'est la dévalorisation du passé, l'arrachement à la communauté et la destruction des repères et des structures sociales existantes – de tout ce qui résiste. Le mot de liquidation comme condition du développement mériterait d'être employé en ce sens précis ; liquider tout ce qui résiste à l'individualisation du consommateur, c'est-à-dire l'appartenance, le respect de soi, la considération pour les autres, la séparation du domaine marchand et du domaine spirituel ou moral, est un impératif absolu. Le marché de dupes est évident ; les préférences collectives, les rites, les codes, et la simple décence, qui protègent chacun des effets extrêmes de son désir ou de sa convoitise, et qui le séparent de ses appétits, se voient décriés, ridiculisés ou détruits. Les Droits de l'individu absolu réalisent ce que la production à la chaîne a permis dans un autre domaine : le formatage de l'individu en *homo economicus*, rivé à ses besoins ou à ses appétits comme l'ouvrier à son poste. Ici, l'idéologie des Droits et de la démocratie apparaît comme le fourrier du marché, et de l'extension universelle du régime du marché, comme déliaison, comme inappartenance, comme irrespect, et comme appauvrissement de tout ce qui n'est pas inclus dans ce couple infernal du désir et de l'insatisfaction, moteur de la croissance illimitée.

Le marché

L'extension du régime du marché pave la voie triomphale du développement. Sa marche est achevée ; à l'exception de la Corée du Nord et de Cuba, aucun pays au monde ne se veut hors marché, et

l'entrée de la Chine dans l'OMC a signé le glas du bloc socialiste, des non alignés, ou de ce qu'il en restait. Le triomphe insolent des *Chicago Boys*, au début du naufrage russe, et leurs désastreuses conséquences, aurait pourtant dû attirer l'attention ; il n'en a rien été. Et partout dans le monde se répandent les mêmes sornettes qui veulent que le marché soit l'état de nature des rapports humains, que tous les biens et services soient naturellement des objets d'échange et de contrat sanctionnés par un prix, et que seules des constructions parasitaires expliquent pourquoi la totalité des échanges et des relations entre les hommes ne soient pas le fait du marché. Qu'importe qu'aucun ethnologue n'ait jamais rencontré le marché à l'état de nature, comme le rappelle si bien Maurice Godelier. Qu'importe si les sociétés humaines commencent avec des biens qu'on garde, des biens qui se donnent, et des biens qui s'échangent, et si le sacré réside à la fois dans ce qui ne se vend ni ne s'échange, et représente la part la plus importante des attentions et des actions ! Avec une imperturbable bonne foi, il est affirmé que la création d'une Bourse stimule l'économie des entreprises, que la liberté de mouvement des capitaux est un préalable à la confiance des investisseurs, et que l'instauration du régime du marché est « le Sésame, ouvre-toi » du développement durable.

Les bénéfiques attendus sont considérables. Substituer la main anonyme du prix de marché aux lois, aux règles et à cette *common decency* qui est la clé des sociétés de l'implicite, permet une économie de pouvoir et d'autorité considérable au politique. Déporter vers des commissions d'experts, des autorités indépendantes ou sur l'effet de la concurrence, ce que l'on ne sait pas ou ne veut pas décider, voilà comment le politique se dispense d'assumer des décisions ou des arbitrages qu'il ne peut, ne sait ou ne veut pas afficher, mais se rend invisible, évite toute responsabilité directe et se fait d'avance pardonner ! Placer chacun, non devant la réalité des intérêts opposés, mais devant un mécanisme dit incontestable, transparent, naturel de surcroît, c'est lui faire d'avance accepter l'inacceptable et souscrire à sa propre déchéance, si tant est que le marché soit contre lui. L'anonymat du marché permet de tout faire, sous réserve charitablement d'en corriger *a posteriori* les effets, ce qui est le rôle des Fondations, des ONG, etc. Etendre le domaine du contrat à l'ensemble des rapports

humains permet de se délier de tout engagement, de toute responsabilité, de toute durée. Ce qui pèse est ce qui dure ; la conquête moderne de l'apesanteur est à ce prix.

Chacun mesure la conversion que doivent réaliser des sociétés qui tiennent et qui durent pour entrer dans la maison du marché qui leur est grande ouverte par la vertu des experts, des institutions et des consultants. C'est ici qu'il faut parler de **terrorisme du développement**, tant le poids se fait plus lourd et plus implacable, tant la réussite économique de nouveaux pays de marché concentre, sur le petit nombre de pays ou de régions où ça ne marche pas, une incroyable pyramide d'institutions internationales, d'ONG, d'associations, de pays amis, d'experts, de conseillers, de donateurs et d'aidants, sans parler des missionnaires évangélistes, Témoins de Jéhovah ou Mormons acharnés à déraciner ce qui peut l'être encore des anciennes cultures. Toute cette bureaucratie produit de l'aide comme des documents *Powerpoint*, de la bonne conscience à la tonne, et de la misère invisible mais poignante. Il faut avoir traîné dans les capitales de la poussière d'Afrique ou d'Asie du sud-est, côtoyé ces exilés arrachés à leur terre par la sécheresse, les effets de la déforestation, ou l'agriculture extensive, main-d'œuvre à tout faire, dépouillés de l'essentiel, l'estime de soi, les racines, l'identité, mais concourant à l'essentiel ; les paysans en autarcie n'entrent pas dans le PIB, les manœuvres misérables des villes, si. Il faut avoir analysé les chiffres de la croissance des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du sud, pour mesurer à quel point la réduction de la petite paysannerie à l'exode urbain, la disparition des petits métiers de troc et de services, expliquent l'augmentation du PIB pendant la première génération du développement, que caractérise aussi une augmentation de la misère. Et il faut apprécier à quel point l'entrée dans le marché de millions d'hommes et de femmes qui vivaient hors marché signifie d'abord perte de tous les repères, appauvrissement de la richesse symbolique, destruction du capital structurel qui faisait d'eux ce qu'ils étaient, liquidation de tous les liens et de toutes les appartenances, et réduction de chacun d'eux à ce qu'ils valent, qui est si peu.

Si l'arbre se juge à ses fruits, l'instauration du marché des capitaux, des biens et des services, aura été dévastatrice dans trois domaines essentiels au moins : l'agriculture, la cohésion sociale, la relation au

travail.

La banalisation de la terre, du travail et de l'argent est le préalable au développement du marché. Comme l'a montré Karl Polanyi, rien d'indifférent à cela :

- déplacement de centaines de millions de paysans pauvres au nom de l'ouverture du marché mondial des produits alimentaires et de la spécialisation dans les cultures d'exportation ;

- imposition de régimes économiques contraires aux intérêts nationaux et au progrès. Est-ce un hasard si les deux nouveaux géants économiques, l'Inde et la Chine, n'ont jamais été les victimes des institutions internationales, et ont su évincer les experts du FMI, de l'OCDE ou de la Banque mondiale ?

Le développement, sous la forme de l'aide au développement, se présente sous plusieurs visages. Son idéologie remplit bien sa fonction essentielle ; rassurer l'Occident sur son existence, sa dynamique, et lui conférer à peu de frais le monopole de la raison. Le système du développement tel qu'il fait disparaître toute extériorité, toute possibilité d'écart, satisfait le besoin de bonne conscience de l'Occident ; par lui, les anciennes puissances mondiales s'exonèrent de l'esclavage, de la colonisation, des missions. Il satisfait son ego et cette passion ravageuse de tout ramener à lui. Il est entendu qu'en les aidant à devenir comme nous, nous remplissons tous nos devoirs à l'égard des autres, ceux que les malheurs de l'histoire ou de la géographie avaient éloigné de notre chemin, et que nous faisons rentrer dans la maison de la croissance et de l'économie. Pour les aidants, il lave plus blanc ; tout y est bon, et chacun est serviteur du Bien, s'il sert au développement. Toutes les fantaisies, tous les fantasmes aussi, s'y retrouvent, dans de puissants exutoires ; la compassion d'abord, la dénonciation ensuite, la bonne conscience enfin. L'apogée est atteint avec les semaines de vacances humanitaires, parfois abondées par les entreprises ; pour ne pas bronzer stupide, et pour voyager sans remords dus à l'effet de serre, le remède est tout trouvé ; se consacrer à l'aide au développement pendant ses vacances bénéficie à l'entreprise, à ses cadres, et donne à chacun cette estime de soi dont notre société se fait avare. L'indécence n'est plus un terme d'Occident ; et l'on voit de ces pères de famille attentionnés commander à des agences de voyage qui s'y emploient des réveillons en pleine brousse,

avec de vrais pauvres, auxquels les enfants seront chargés de donner ce qu'ils auront reçu comme cadeau de Noël, pour leur apprendre les vertus de la charité – au prix d'un voyage qui suffirait à nourrir pendant toute une vie ceux à qui ils demandent l'aumône d'un dîner et d'une soirée...

Pour les puissances qui l'organisent, l'aide au développement représente une économie considérable face à la colonisation. Fournir des ordinateurs et des logiciels pour aider les enfants indiens, c'est s'assurer dans les quinze ans une main-d'œuvre autoformée, à bas prix, et une clientèle captive ; obséder les paysans des rizières ou les serviteurs de partout des mérites du mode de vie occidental, c'est préparer ses marchés futurs, et faire entrer des hommes libres dans l'état du désir d'abondance, dont on ne ressort pas. Diffuser les films, les débats, occidentaux, c'est capturer l'espace du symbolique, saturer le champ des représentations, c'est s'assurer l'empire durable de ceux qui ne sauront que désirer devenir les mêmes, s'identifier et se rapprocher, donc se soumettre. Sans crainte devant les effets du désir mimétique ainsi semé sans compter, sans responsabilité devant des promesses de bien-être universel qui ne seront pas tenues parce qu'elles sont intenables ; avec l'inébranlable assurance de ceux qui détiennent le Bien et le Vrai. Et avec l'habileté de ceux qui substituent à la stupide et brutale contrainte par corps, celle du colon à cravache, l'éducation et le divertissement, qui préparent si bien les hommes libres de naguère à devenir les employés besogneux de toutes les capitales de la poussière.

*

La destruction du monde comme monde, c'est-à-dire comme différence, altérité, éloignement, progresse à grands pas. L'extension indéfinie du domaine du marché s'y emploie, en travaillant obstinément à réduire tout, biens, services, relations humaines, singularités individuelles et collectives, particularités culturelles ou géographiques, à une quantité, un prix, un contrat. Nous en avons presque fini avec ce mouvement, sur le papier du moins.

Dans la réalité, le mouvement inverse s'engage déjà. Paradoxalement, l'échec du développement pourrait venir de son succès, et du ressentiment qui monte et va exploser chez ceux, qui, convoqués

au banquet du développement, mesurent qu'ils n'y trouveront jamais place. Il ne fait plus débat, parce que la réalité, et le combat sont déjà ailleurs. Il ne fait plus débat parce que c'est à partir du développement que le monde se sépare, à partir du culte démocratique et de la célébration des Droits qu'autre chose bouillonne, que les colères montent, et que grondent les déchirements du monde à venir, celui des promesses non tenues, celui du déchaînement du désir mimétique, celui des boucs émissaires que l'on chasse de la cité, des hérauts porteurs de mauvaises nouvelles que l'on tue, celui des maîtres à la fois désirés et haïs que l'on assassine.

Le produit principal du développement n'est pas le développement, c'est la fabrication de clients et de fournisseurs, qui étendent le domaine du marché, fournissent des perspectives d'extension aux entreprises occidentales, et reproduisent sans soldats, sans missionnaires et sans responsabilité, les conditions du trafic colonial. Et c'est l'indifférenciation, qui abolit les différences entre les individus en les livrant à la convoitise et au désir uniques ; sans un regard pour le visage de désolation que l'instauration du désir unique laisse derrière elle, sans un coup d'œil au paysage d'Apocalypse que la réduction du monde à ce désir unique noircit sans cesse. Car la crise alimentaire, signalée par les émeutes de la faim, n'est pas un effet marginal, aisé à corriger, de politiques de développement rural par ailleurs couronnées de succès ; elle est l'un des effets majeurs de politiques d'industrialisation des agroproductions et de liquidation de la petite exploitation de subsistance. Car les crises urbaines qui s'annoncent dans les capitales de la poussière, ces mégapoles où l'accès à une eau saine, à un air respirable, au déplacement et à la sûreté est compromis, ne sont pas des effets annexes du développement ; ils sont les résultats directs de pratiques du développement qui font de la terre et du vivant une marchandise comme une autre, au gré des prix de marché. Car le choc des grandes migrations de la soif et de la faim vers les terres tempérées et le déracinement subi par les populations des pays dits d'accueil ne sera pas une mutation indépendante, il sera l'effet majeur d'une économisation du monde qui fait du travail et des hommes une marchandise échangée sur tous les marchés, en fonction du coût du travail et des facilités de transport.

Le temps du regard critique est proche. Il sera terrible. La destruction

de centaines de cultures et de langues, la liquidation d'un héritage humain non matériel, d'une irremplaçable importance, la réduction de centaines de millions d'hommes et de femmes à un matérialisme étroit et sans espoir, plus, à l'indignité de l'âme et du corps, sera compté au passif d'une civilisation qui a pratiqué l'exclusivisme universel avec une ahurissante bonne conscience. L'indifférenciation, si le terrorisme de la conformité devait le conduire à son terme, n'a d'autre issue que la haine de tous contre tous, et la guerre de tous contre tous. Chacun l'a senti lors des célébrations marquant, en 2002, l'anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, notamment du fait de la spectaculaire absence de Jacques Chirac ; le doute s'insinue, la critique monte, et jamais plus la naïveté triomphante du progrès ne pourra justifier ce qui apparaît bien comme un crime contre l'humanité – la liquidation de la diversité humaine. Car il ne faut pas s'y tromper ; en détruisant ce patrimoine, c'est bien la perspective de survie de l'humanité que l'idéologie du développement réduit. La montée des raretés de tous ordres, la confrontation aux désordres climatiques, l'ébranlement des modèles économiques et politiques issus des Lumières et de la première révolution industrielle, peuvent rendre essentielle la redécouverte des modes de vie, des civilisations et des sociétés qui se sont constituées, qui ont vécu autrement – notamment, hors de l'obsession économique qui nous porte. Nul ne peut être certain que les derniers hommes sans âge, aux confins de l'Afrique, de la Nouvelle-Guinée, des hauts plateaux d'Asie centrale ou de la Sibérie, ne seront pas un jour les derniers hommes vivants, quand l'affolante fragilité des hommes de l'abondance ne leur aura laissé aucune chance de survie dans un monde qui se sera retourné contre eux, contre leur menace dérisoire, contre leur prétention naïve à le changer vraiment.

Nous savons que le développement, pas plus que la croissance, ne se confond avec le progrès. Nous découvrons que les mots « pays développés », ou « pays en voie de développement » n'ont plus de sens depuis que grandissent les proches de sous-développement à l'intérieur de nos territoires, tandis que les zones ultra-développées, hypermodernes, se multiplient dans les pays du Sud. Et nous sommes confrontés à l'effacement de tout contenu effectif derrière ce mot que nous employons depuis le XIX^e siècle sans l'interroger : société.

*Ce texte a été publié dans AGIR 35 – La question du développement
– Septembre 2008.*